



26 janvier 2021



Prise de Parole FSU 28

Plan d'Urgence pour l'Education !

Nous sommes en grève aujourd'hui.

Nous avons manifesté ce mardi 26 janvier dans tout le département : à Dreux, à Chateaudun et maintenant à Chartres où nous sommes plus de 300.

Mais, pour la FSU, nous ne sommes pas là simplement pour réussir cette journée de mobilisation.

Nous sommes là pour gagner un plan d'urgence pour l'éducation. Car oui, il y a urgence dans l'éducation ! Oui, il y a urgence car nos élèves, de la maternelle à l'université sont en difficulté. Ils sont en difficulté car la société dans laquelle ils grandissent souffre. Cette société souffre d'un mal qu'on a pris l'habitude d'appeler le « néolibéralisme ». Ce virus est mortel pour notre société dont il attaque toutes les politiques de solidarité en traquant inlassablement toute dépense publique .

Aujourd'hui dans l'éducation, ils veulent dresser l'une contre l'autre l'Ecole des quartiers, celle de l'Education Prioritaire et celle du monde rural, la petite école de campagne en supprimant les moyens de l'Education Prioritaire au profit de la ruralité par redéploiement sous couvert d'équité.

Partout nos élèves souffrent aujourd'hui également d'une crise sanitaire provoquée par ce nouveau coronavirus dont notre société, si affaiblie par le néolibéralisme, a tant de mal à se défaire ! Cette crise sanitaire les isole les uns des autres jusque dans leurs cours de récréation. Elle réduit leurs activités même scolaires notamment dans les domaines culturels et physiques (une pensée pour les profs d'EPS). Elle les oblige à rester confinés, seuls chez eux, en plein coeur de leur adolescence et de leur vie d'étudiant-e.

Dans ce contexte, nos élèves ont besoin de l'Ecole, ils et elles ont besoin de plus d'Ecole, pas de moins.

Plus d'Ecole, qu'est-ce que cela veut dire ?

Evidemment cela veut d'abord dire de meilleure conditions d'apprentissages pour tous les élèves ce qui doit passer par des créations de postes, non seulement d'enseignants mais aussi de tous les professionnels de l'éducation. Pour réduire les effectifs par classe et être en mesure de venir en aide, de suivre, d'aider à grandir, à s'élever chacun-e de nos élèves, il faut plus d'enseignant-e-s, plus d'infirmières (qui doivent rester à l'EN), plus d'AED, plus de RASED, plus de PSY-EN, plus aussi d'agents techniques des collectivités.

Mais ces professions sont aujourd'hui aussi en crise car elles sont dévalorisées ou précarisées. Le gel du point d'indice depuis 2010 a réduit le salaire des enseignant-e-s de plus de 250 euros par mois en

moyenne ! Nombreux sont les personnels dans l'Education Nationale qui travaillent pour moins de 1000 euros par mois ! C'est inacceptable !

Le Grenelle de l'Education mis en place par Blanquer est une mascarade ! Les 400 millions prévus par sa revalorisation ne concerneront qu'un tiers des enseignants, oubliant totalement les autres professionnels de l'éduc et en particulier tous les précaires (AED, AESH, enseignants contractuels).

Il est donc urgent que le gouvernement, son ministre de l'Education et ses représentantes dans l'académie (rectrice et IA) entendent nos revendications : des créations de postes (chiffre postes profs pour collège dans le 28?), dégel du point d'indice et revalorisation des carrières. C'est nécessaire pour notre Ecole, pour nos élèves. Mais c'est aussi nécessaire pour l'ensemble de la société qui aujourd'hui peut-être encore plus que d'habitude besoin d'une Ecole et plus largement de services publics pour faire face aux défis qu'elle doit affronter et vaincre.

Plan d'urgence pour l'éducation ! Continuons dans les jours et les semaines qui viennent la bataille pour notre Ecole, pour nos conditions de travail, pour nos métiers et nos salaires !

La poursuite de cette bataille doit permettre aux différentes luttes de ce mois de janvier (celle de la santé et du secteur médico-social, de l'Educ aujourd'hui et de l'Energie le 28) de converger dans la journée d'action du jeudi 4 février.